

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement
2007 ICPE 148**

Nantes, le 5 juillet 2007

A R R E T E

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le Code de l'Environnement notamment le titre 1er du Livre V ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment l'article 23 ;

VU le décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 8 mars 2001 autorisant la SA Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) à poursuivre l'exploitation de la fonderie de fonte située à Soudan, Z.I. de Hochepie ;

VU la demande présentée par la SA Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) en vue d'obtenir l'autorisation de réaliser des essais d'incinération de pneumatiques usagés dans un cubilot sur une période de six mois dans l'enceinte de l'usine de Soudan, Z.I. de Hochepie ;

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des Installations Classées en date du 30 mai 2007 ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et Technologiques dans sa séance du 14 juin 2007 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la SA Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

CONSIDERANT les conditions satisfaisantes de suivi environnemental décrites dans la demande de la SA Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) du 16 avril 2007 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique ;

A R R E T E

Article 1er – La SA Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) est autorisée, pour une période six mois, à compter de la date du présent arrêté, à réaliser une campagne d'essais d'incinération de pneumatiques usagés dans le cubilot, au sein de son établissement de Soudan, Z.I. de Hochepie.

Article 2 - La société FMGC conduit la campagne d'essais durant cette période avec l'enfournement de pneumatiques usagés dans le cubilot à hauteur de 0,8 % de la charge métallique (environ 500 t/j de fonte).

Article 3 – La société FMGC établit un bilan matière durant cette période, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Elle assure un suivi continu sur le paramètre CO et mensuel sur les paramètres température, débit et poussières totales, en sortie du conduit de rejet final

Durant les trois premiers mois d'essais, une campagne d'analyse sera réalisée chaque mois sur les paramètres : CO, CO₂, O₂, poussières, dioxines et furannes, débit, température, hygrométrie des fumées.

Durant le dernier mois d'essais, deux campagnes d'analyse sont réalisées sur les paramètres : CO, CO₂, O₂, SO₂, NO_x, HCl, HF, HAP, COV, poussières, dioxines et furannes, débit, température, hygrométrie des fumées, métaux lourds particuliers et gazeux (Cd, Hg, Tl, As, Se, Te, Pb, Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn).

L'ensemble des résultats de mesures est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 – Les valeurs limites de rejet atmosphérique, à respecter en sortie du conduit de rejet final pour les poussières totales, sont celle prévue dans l'arrêté préfectoral du 8 mars 2001 et pour les autres paramètres mentionnés à l'article 3, celles prévues dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 5 – En cas de dépassement d'une de ces valeurs limites, la société FMGC prend toutes les dispositions afin d'y remédier et fait réaliser une analyse sur le paramètre en défaut le mois suivant.

En cas d'impossibilité technique de remédiation, la société FMGC suspend les essais et en informe immédiatement l'inspection des installations classées.

Article 6 – La société FMGC réalise une évaluation qualitative et quantitative sur les déchets et co-produits générés par le process, afin de vérifier l'influence ou non de l'incorporation de pneumatiques.

Article 7 – Le stockage des pneumatiques usagés est réalisé au sein de 2 cases cloisonnées en acier. Le volume de stockage est limité à 60 m³ dans chaque case, selon une hauteur ne pouvant excéder 3 mètres.

Ces cases sont situées à l'extérieur de l'établissement, à une distance minimale de 5 mètres des limites de propriété et du bâtiment.

La société FMGC doit être pourvue des moyens de secours contre l'incendie appropriés et de personnels formés à ce risque.

Article 8 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 9 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Soudan et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de Soudan pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de Soudan et envoyé à la Préfecture de la Loire-Atlantique - Direction de l'Aménagement et de l'Environnement - Bureau de l'Environnement.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SA Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) dans les quotidiens «OUEST-FRANCE» et «PRESSE-OCEAN».

Article 10 - Deux copies du présent arrêté seront remises à la SA Fonderie et Mécanique Générale Castelbriantaise (F.M.G.C.) qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de ce dernier.

Article 11 - Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 12 - Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Châteaubriant, le maire de Soudan, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement - inspecteur principal des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL
Signé : Fabien SUDRY**